TURQUIE
Les gendarmes aux portes des prisons : Amnesty International craint pour la sécurité des détenus
Index AI : EUR 44/15/98

Déclaration publique
Le ministre de la Justice doit veiller à ce que la gendarmerie et la police ne soient pas appelées pour réprimer les troubles qui agitent la prison de Buca, et ceux qui gagnent les établissements pénitentiaires dans tout le pays, a déclaré hier (mardi 31 mars 1998) Amnesty Inter-national, dans une lettre adressée au ministre turc de la Justice.
Les précédentes interventions de policiers et de gendarmes destinées à écraser des mouvements de contestation dans les prisons s'étant révélées meurtrières, l'Organisation s'inquiète à l'idée que les gendarmes aient été appelés pour rétablir l'ordre dans le quartier n● 7 de la prison de haute sécurité de Buca, près d'Izmir, et aient tenté d'y pénétrer.
Des mouvements de protestation ont également été signalés dans la prison de Bergama, la prison centrale de sécurité d'Ankara et la prison spéciale d'Ümraniye à Istanbul.
Amnesty International a déjà eu maintes occasions d'écrire aux autorités turques pour leur demander que les fonds nécessaires soient alloués aux administrations pénitentiaires afin qu'elles n'aient plus à recourir aux forces du ministère de l'Intérieur – policiers et gendarmes – pour maîtriser de telles crises.
Dans sa lettre, l'Organisation insistait sur les nombreux décès et mauvais traitements survenus par le passé au cours de troubles similaires. Chaque fois que les policiers et les gendarmes ont pénétré dans les quartiers pénitentiaires, ils ont rétabli l'ordre en faisant un usage excessif de la force ; ils ont ensuite "puni" les

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -

prisonniers condamnés pour leur appartenance à un groupe armé illégal et qui avaient pris part au mouvement de protestation en les rouant de coups de bâton avec une violence extrême.

Ainsi, en septembre 1995, des gendarmes ont pénétré dans le quartier n● 6 de la prison de Buca ; ils avaient été appelés parce que des détenus refusaient de se présenter à l'appel, en signe de protestation contre les brutalités auxquelles ils avaient été soumis durant le trajet séparant la prison du tribunal. Après avoir maîtrisé les prisonniers, les gendarmes les auraient emmenés un par un dans la cour, pour les frapper brutalement avec des chaînes, des barres de fer, des bâtons et des matraques. Trois d'entre eux, Yusuf Bag, Ugur Sariaslan et Turan Kilinç ont été battus à mort. Les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps de Turan Kilinç ont révélé la brutalité de l'attaque : « lésions sur tout le corps, fracture du crâne, hémorragie sous-durale et sous-arachnoïdienne, fracture des côtes, lacération et hémorragie du poumon gauche ».

Quelques mois après, en janvier 1996, des policiers et des gendarmes ont fait irruption dans la prison spéciale d'Ümraniye pour réprimer un mouvement de contestation orchestré par les détenus. Orhan Özen, Riza Boybas et Abdülmecit Seçkin ont été battus à mort, et Gültekin Beyhan a dû être conduit à l'hôpital, où il est décédé des suites de blessures à la tête l

La version originale a été publiée par Amnesty International, Secretariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 8DJ, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi. La version française a été traduite et diffusée par les Éditions francophones d'Amnesty International - ÉFAI -